

*Questions orales*

## LE RÔLE DES BUREAUCRATES

**M. MacEachen:** Voilà notre objectif. Si le député me demande de faire fi des plus démunis et de restructurer l'obligation de façon à ce que des gens qui en ont moins besoin en obtiennent plus rapidement, je devrai songer très sérieusement à sa proposition. Je prierais le député de ne pas rejeter aussi cavalièrement qu'il l'a fait les changements apportés à l'obligation dans le budget. Par exemple, en donnant accès à l'obligation aux petites entreprises non constituées en sociétés et aux exploitations agricoles, nous nous sommes rendus aux instances des deux côtés de la Chambre. Hier, j'ai annoncé à la Fédération canadienne de l'agriculture qu'à la suite de ce changement apporté à l'obligation, nous avons injecté 100 millions de dollars dans le secteur agricole. Je pense que ce n'est pas une somme négligeable.

• (1425)

## LES DÉCLARATIONS ATTRIBUÉES AUX PARTISANS DU GOUVERNEMENT—ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'AGIR

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, je voudrais poser une question au premier ministre. Il n'y a pas bien longtemps, dix députés libéraux de l'arrière-ban et le solliciteur général se sont plaints amèrement de la politique économique fédérale. Le solliciteur général a dit que c'était «une catastrophe», ce qui est un euphémisme.

Aujourd'hui, d'après le journal *La Presse*, un autre groupe de libéraux, 15 cette fois-ci, critiquent violemment la politique économique du gouvernement. Dans un document normalement secret, dont j'ai une copie sous les yeux, ces libéraux disent que la situation économique est «très grave» et que le gouvernement doit montrer qu'il «est fermement décidé à gouverner». Puisque ces députés libéraux sont enfin de l'avis des autres Canadiens et qu'ils reconnaissent l'incurie du gouvernement dans le domaine économique, quand les Canadiens peuvent-ils compter que le gouvernement du Canada passera à l'action?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, le député parle d'un document qui a fait l'objet d'une fuite, et dont le texte serait paru dans les journaux. J'ignore de quel document il s'agit, mais je n'ai aucunement lieu de croire qu'il était signé par des membres de ce caucus. Il s'agit de considérations sur l'économie. Le député affirme que des députés de ce côté-ci de la Chambre jugent la situation économique très préoccupante et demandent que l'on y remédie; précisément ce que le gouvernement n'a jamais cessé de prétendre.

**M. Broadbent:** Non, madame le Président, ces députés répètent ce que nous disons depuis des mois, à savoir que le gouvernement n'a pas la volonté d'intervenir et qu'il doit l'acquiescer. J'enverrai bien volontiers au premier ministre la copie de ce document qui porte le nom de 15 députés libéraux, y compris celui d'un ministre de la Couronne.

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, je voudrais rapporter au premier ministre l'un de leurs jugements. Ils ont dit que la structure des ministères du gouvernement paralyse toute action efficace des ministres et décourage toute initiative concrète. Compte tenu de cette condamnation grave du cabinet, le premier ministre est-il prêt à reconnaître que ce sont les bureaucrates, et non plus les représentants élus qui constituent le cabinet, qui orientent les politiques? Le cabinet a-t-il perdu le contrôle?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Je le répète, madame le Président, je réponds sans avoir eu, comme le député, la chance de lire ce document. C'est un fait qu'au sein de notre propre caucus tout au moins, nous nous exprimons avec la plus grande franchise et avec la plus grande ouverture d'esprit . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Trudeau:** . . . et que nous nous efforçons entre nous de toujours améliorer les mécanismes et les rouages du gouvernement.

**Une voix:** En faisant de la propagande!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Trudeau:** Les députés conservateurs ne devraient pas être jaloux, madame le Président, simplement parce que leurs collègues néo-démocrates posent une question sur trois. Ils devraient me laisser répondre, quitte à se remettre à hurler à leur goût quand c'est leur propre chef qui pose des questions.

**M. Shields:** Ne soyez pas si susceptible!

**M. Trudeau:** Je ne suis pas susceptible; je pense seulement que vous vous couvrez de ridicule, voilà tout.

**Des voix:** Oh, oh!

**Mme le Président:** A l'ordre. J'exhorte les députés à répondre aux questions sans se soucier des chahuteurs.

**M. Broadbent:** Madame le Président, le premier ministre devrait le savoir, cela n'intéresse absolument pas les Canadiens de savoir s'il trouve que nous nous couvrons de ridicule ou qu'il est susceptible; ce qu'ils veulent, c'est un premier ministre vraiment désireux de gouverner le Canada. Voilà, à mon avis, ce qu'ils veulent.

**Des voix:** Bravo!

## LES PROBLÈMES DE L'OUEST DU CANADA

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, il reste une dernière affirmation sur laquelle je demande au premier ministre son avis, qu'il soit susceptible ou non. Selon les auteurs du document—et cela revêt un grand intérêt pour une partie importante du Canada—les problèmes et les préoccupations des provinces de l'Ouest ne trouvent toujours pas la place qui leur revient dans le processus décisionnel du gouvernement. Quelle condamnation! Plus de deux ans après les élections de 1980, le premier ministre est-il d'accord avec les 14 libéraux de l'arrière-ban et le ministre de la Couronne qui ont signé ce document, pour dire que le gouvernement n'a tenu aucun compte des problèmes de l'Ouest?